

Quand les bars-tabacs ferment

L'érosion du lien social local et la progression du vote d'extrême droite en France

Résumé

Cette note analyse les conséquences politiques de l'érosion des lieux de sociabilité en France. Elle s'appuie sur l'étude de 18 000 fermetures de bars-tabacs entre 2002 et 2022, combinée aux résultats des élections législatives et présidentielles sur vingt-cinq ans.

Les résultats montrent que la fermeture des bars-tabacs contribue à la progression du vote d'extrême droite, dans un contexte de transformations plus larges des conditions d'existence locales – indépendamment de l'immigration, du chômage ou d'autres indicateurs économiques. Les effets sont très faibles à court terme, mais augmentent fortement dans le temps.

Symétriquement, l'ouverture de bars-tabacs est associée à une baisse du vote d'extrême droite, suggérant que ces dynamiques ne sont pas irréversibles.

Aucune autre fermeture commerciale ne produit un effet comparable. La spécificité des bars-tabacs tient à leur fonction de lieu de socialisation : leur disparition est associée à une progression durable du vote RN. Les effets sont trois fois plus forts dans les communes rurales, où ces établissements constituent souvent le dernier lieu de sociabilité.

Une analyse complémentaire des discours parlementaires montre que, depuis 2012, le RN a acquis une position dominante dans le cadrage du déclin territorial. Il mobilise un langage symbolique et affectif, là où les autres partis privilégient un registre plus technique.

Ces résultats révèlent un mécanisme distinct du déclin économique : l'érosion de l'infrastructure sociale qui rend la délibération possible. Lorsque les lieux de sociabilité disparaissent, la politique devient un face-à-face entre individus atomisés et récits médiatiques nationaux. Les discours offrant des réponses simples et une interprétation symbolique cohérente des transformations locales disposent alors d'un avantage structurel.

Je remercie Enrico Di Bert pour son excellent travail d'assistant de recherche.

Hugo Subtil

hugo.subtil@ipz.uzh.ch

Université de Zurich

« Ah, ça m'attristerait beaucoup qu'il ne soit plus là mon PMU. Quand il ferme pour les vacances et tout, c'est mort dans le quartier. On n'a déjà pas beaucoup de commerces dans le coin. » (Client, Dijon)

« Dans la rue, ils ne vont jamais s'adresser la parole, là, tout le monde se parle. Il n'y a pas d'autres endroits où il se passe des choses comme ça. Non, même pas l'église! Je suis catholique, après la messe tout le monde rentre chez soi. » (Client, Marseille)¹

Le lien social comme infrastructure politique

La démocratie locale se construit dans les espaces où les citoyens se rencontrent et forment des opinions à partir d'interactions concrètes. Ces espaces – cafés, associations, équipements publics – constituent l'infrastructure sociale d'un territoire². Or, depuis plusieurs décennies, de nombreux territoires français connaissent une érosion continue de ces lieux de sociabilité, sous l'effet conjoint de la désertification commerciale et du retrait progressif de l'État. Cette érosion est particulièrement marquée pour les cafés et bistrots : de 200 000 établissements en 1960, la France n'en compte plus que 38 800 en 2023, soit une baisse de plus de 80%³. Entre 2013 et 2019, le nombre de petits commerces a diminué de 2%⁴, tandis que de nombreux services publics – bureaux de poste, gares, Trésor Public, maternités – ont été transformés ou fortement rationalisés, en particulier dans les espaces ruraux et périurbains. Entre 2000 et 2018, le nombre de bureaux de poste de plein exercice a diminué de 30%, passant de 17 000 à 12 000⁵.

Ces transformations ne sont pas neutres politiquement. En modifiant concrètement les conditions de la vie collective, elles affectent la manière dont les citoyens se perçoivent, interagissent et se rapportent aux institutions. La disparition des lieux de sociabilité affaiblit les interactions ordinaires qui structurent le lien social local et peut nourrir un sentiment de relégation, de déclassement ou d'abandon. Ce proces-

sus s'accompagne également d'une transformation des formes mêmes de la sociabilité locale : comme le montre le sociologue Benoît Coquard dans son étude des campagnes en déclin, la fermeture des bars et cafés conduit à un repli de la sociabilité dans le foyer et à une réorganisation autour de réseaux d'amitié plus sélectifs⁶. Cette recomposition des liens sociaux, en réduisant l'exposition à des points de vue diversifiés, renforce les attitudes préexistantes et peut favoriser le vote d'extrême droite.

Cette transformation s'inscrit dans un phénomène plus large. Olivier Schwartz avait décrit le « monde privé » des ouvriers comme l'espace d'autonomie préservé de l'emprise patronale. Un monde qui incluait notamment les cafés comme lieux de sociabilité masculine⁷. La disparition de ces établissements ne marque pas seulement la fermeture d'un commerce, mais l'érosion d'un mode de vie populaire tout entier. Il importe de noter que tous les habitants ne fréquentent pas ces établissements⁸, mais leur disparition affecte l'ensemble de la communauté en modifiant l'infrastructure sociale locale. Comprendre comment cette recomposition silencieuse de l'infrastructure sociale des territoires se traduit dans les comportements politiques constitue un enjeu central pour l'analyse de la démocratie locale et, plus largement, pour l'évaluation des politiques publiques de cohésion territoriale.

Cette note analyse le cas spécifique de la fermeture des bars-tabacs comme illustration du phénomène plus large de désertification des lieux de sociabilité. L'analyse repose sur une source de données exceptionnelle : le registre administratif des terminaux de jeux de la Française des Jeux (FDJ), qui permet de suivre précisément l'évolution des établissements sur près de trente ans (2002-2022)⁹. Cette source inédite distingue les établissements de type « social » (bars-tabacs, cafés, restaurants) des établissements « transactionnels » (supérettes, presses), permettant de tester la spécificité des lieux de sociabilité. Les résultats révèlent quatre constats principaux, présentés dans les sections suivantes, puis discutent les raisons de leur récupération politique par le RN¹⁰.

1. Fondation Jean-Jaurès, *Micro-comptoires* (2025).

2. Eric Klinenberg, *Palaces for the People*, Crown, 2018.

3. Sénat, « Proposition de loi visant à préserver et à développer les cafés et bistrots de France », exposé des motifs, 2022.

4. Allain M.-L. et Épaulard A., « Petits commerces : déclin ou mutation? », *Notes du Conseil d'Analyse Économique*, n°77, mai 2023.

5. Si nombre d'entre eux ont été remplacés par des agences postales communales ou des relais poste commerçants, ces dispositifs ne permettent que partiellement de maintenir une présence territoriale. Voir Étienne Fize et Claudia Senik, « Maintien des services dans les territoires – Le cas de La Poste », *Note de l'Observatoire du Bien-être*, n°2024-05, CEPREMAP, mai 2024.

6. Benoît Coquard, *Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2019.

7. Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Presses universitaires de France, 1990.

8. Les études montrent que les bars-tabacs sont davantage fréquentés par certaines catégories de la population : hommes, ouvriers, retraités, populations peu diplômées. Voir l'enquête sur les micro-comptoires, *Fondation Jean-Jaurès*, 2025.

9. Je remercie la Française des Jeux (FDJ) pour avoir mis à disposition ces données administratives sans contrepartie financière ni droit de regard sur les résultats.

10. Cette note s'appuie sur un article académique en cours de rédaction, *Betting Alone – Bar Closures and Far-Right Voting in France*, qui présente l'ensemble des résultats économétriques et tests de robustesse.

Un effet qui se déploie sur le temps long

La disparition des bars-tabacs alimente la progression du vote RN, indépendamment du chômage et de l'immigration locale. Cette indépendance est cruciale : elle montre que l'effritement social opère comme un mécanisme distinct des explications économiques ou culturelles classiques.

Les résultats révèlent un effet significatif mais différé. À la première élection post-fermeture, l'effet est quasi nul. Il croît ensuite régulièrement : +0,23 point après 5 ans, +0,67 après 10 ans, +0,92 après 15 ans, et +1,28 point après 20 ans. Pour les présidentielles, l'effet atteint +1,38 point.

La figure 1 présente les résultats pour les élections législatives. Elle montre l'évolution du vote RN en fonction du nombre d'élections écoulées depuis la fermeture. L'estimation repose sur un modèle à adoption échelonnée (FEct) qui compare les communes traitées à des contre-factuels synthétiques construits à partir de leurs trajectoires pré-traitement : la stabilité relative avant la fermeture (zone grisée) renforce l'interprétation des résultats (voir l'encadré méthodologique en annexe). Dans cette perspective, on interprète ces effets comme ceux d'un indicateur et accélérateur de la désagrégation du tissu social local, plutôt qu'une cause unique.

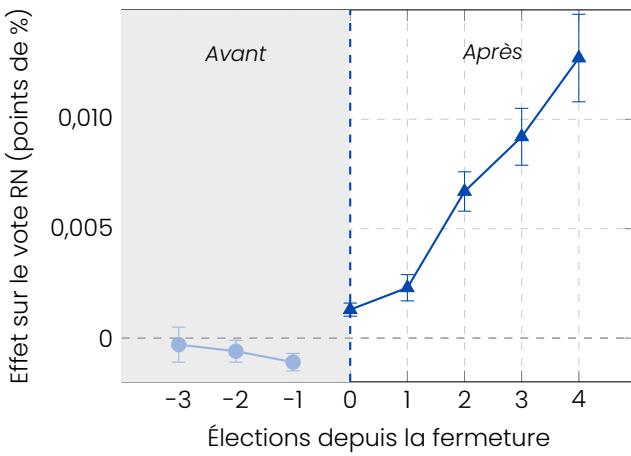
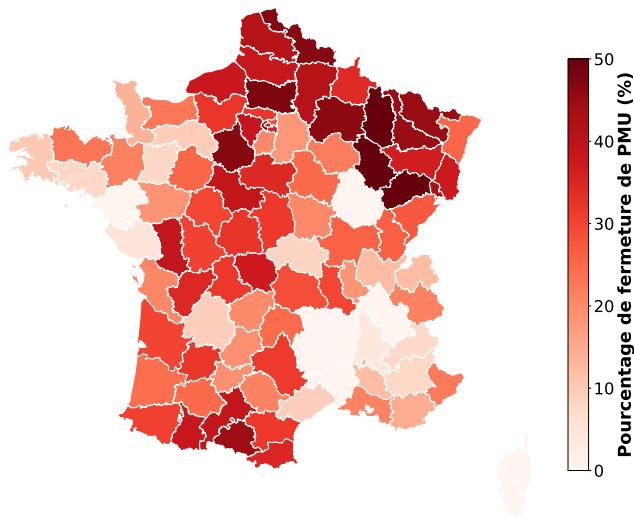


Figure 1
Effet des fermetures de bars-tabacs sur le vote RN aux élections législatives

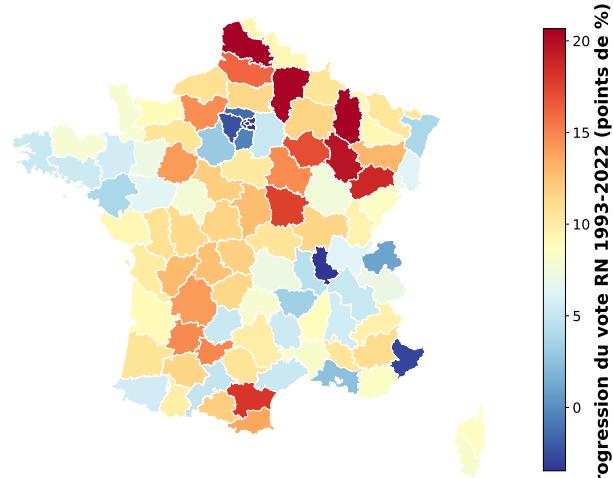
Cette progression temporelle suggère que ce n'est pas la fermeture elle-même qui affecte immédiatement les comportements électoraux, mais l'accumulation lente de ses conséquences : la raréfaction des interactions ordinaires, l'appauvrissement de la parole collective, la cristallisation progressive d'un récit de déclin qui finit par trouver son expression élec-

torale. Contrairement aux fermetures de sites industriels, qui produisent des effets électoraux immédiats sur le vote d'extrême droite^{11 12}, les fermetures de bars-tabacs opèrent sur le long terme.

L'ampleur de ces effets est loin d'être négligeable. Une hausse de 1,28 point de pourcentage est suffisante pour faire basculer 1,3% des élections législatives au niveau communal (et jusqu'à 3,6% dans les communes rurales). Concrètement, dans ces communes, l'écart entre le RN et son principal concurrent est inférieur à 1,28 point : un effet de cette taille peut suffire à inverser le classement. Dans un contexte de compétition électorale serrée, où les majorités se jouent à quelques sièges, ces effets sont politiquement significatifs.



Carte 2
Fermetures de bars-tabacs par département (2002–2022)
Voir La carte à l'échelle communale [ici](#)



Carte 3
Progression du vote RN aux législatives (1993–2022)

11. Italo Colantone et Piero Stanig, « Global Competition and Brexit », *American Political Science Review*, vol. 112, n°2, 2018, p. 201-218.

12. Brice Berland, Marco Tabellini et Clémence Tricaud, *Left Behind : The Local Effects Of Deindustrialization In France*, working paper (version préliminaire), janvier 2026.

La spécificité des lieux de sociabilité

Les effets observés sont propres aux lieux de sociabilité. Contrairement aux fermetures de boulangeries ou de supérettes, qui traduisent avant tout un sentiment d'abandon territorial, la disparition des bars-tabacs entraîne la perte d'espaces de socialisation irremplaçables pour ceux qui les fréquentent.

Pour tester cette distinction, l'analyse applique la même méthodologie aux fermetures de boulangeries¹³. Les résultats sont radicalement différents : pour les bars-tabacs, les communes suivent des trajectoires parallèles avant la fermeture, puis divergent progressivement après. Pour les boulangeries, les communes qui vont perdre leur commerce votaient déjà de plus en plus RN avant la fermeture. Une boulangerie qui ferme est un symptôme du déclin territorial ; un bar-tabac qui ferme en est une cause de la progression du vote RN.

Cette divergence s'explique par la fonction sociale spécifique de ces établissements. La boulangerie est un lieu de transaction : on entre pour acheter du pain, on en ressort. Le bar-tabac, au contraire, est un lieu où l'on peut s'attarder : le temps passé n'y est pas proportionnel à la consommation. C'est précisément cette disproportion qui crée l'espace de la sociabilité. Cette spécificité apparaît aussi dans les autres établissements FDJ : seuls les lieux « sociaux » (bars-tabacs, cafés, restaurants) produisent un effet sur le vote d'extrême droite, à l'inverse des supérettes ou points de presse, principalement transactionnels.¹⁴

Ce résultat rejoint les analyses du Conseil d'analyse économique sur les déterminants du mal-être territorial¹⁵. La note du CAE distingue les « équipements » (commerces alimentaires, services de santé) des « lieux de socialisation » (associations, cafés) : la perte d'un équipement crée une difficulté pratique ; la perte d'un lieu de socialisation crée un vide relationnel. Cette note prolonge ce constat en montrant que ce vide relationnel a des conséquences électorales spécifiques et durables.

13. Les données sur les boulangeries sont issues de la Base permanente des équipements de l'INSEE. Je remercie Jens Carstens pour avoir partagé ces données. Sa thèse traite spécifiquement de la question des boulangeries et de leurs effets sur le bien-être territorial. Je remercie également les services de l'INSEE pour leurs échanges sur la fabrication de cette base.

14. Cette distinction entre « tabac humide » (lieu de sociabilité) et « tabac sec » (commerce de flux) est développée dans Jean-Laurent Cassely, *La France des bars-tabacs*, Maison Cassely, février 2025.

15. Algan, Malgouyres et Senik, « Territoires, bien-être et politiques publiques », Note du CAE n°55, janvier 2020.

Ces effets sont indépendants des facteurs explicatifs traditionnellement avancés pour rendre compte du vote d'extrême droite. Les interactions avec le taux de chômage, la part d'étrangers, le niveau d'éducation et l'âge moyen des résidents sont non significatives¹⁶. L'effritement du lien social opère comme un mécanisme autonome, qui ne se réduit ni à la pauvreté, ni à l'immigration, ni à la composition sociodémographique des communes. Même si tous les habitants ne fréquentent pas les bars-tabacs, l'effet électoral se manifeste au niveau de l'ensemble de la commune.

Cette érosion s'inscrit dans un mouvement plus large de désertification sociale. En croisant les données FDJ avec la Base Permanente des Équipements de l'INSEE¹⁷, l'analyse révèle que dans 22 % des cas, l'année suivant la fermeture du bar-tabac, la commune ne compte plus aucun équipement où les habitants peuvent se rencontrer : ni restaurant, ni salle polyvalente, ni bibliothèque, ni équipement sportif ou culturel. Quand le bar-tabac ferme, il est souvent le dernier lieu de sociabilité à disparaître.

Des effets amplifiés en milieu rural

Les effets sont trois fois plus forts en zone rurale (+1,3 point pour les législatives, +3,3 pour les présidentielles) qu'en zone urbaine (+0,3 et +1,1 respectivement). Cette différence s'explique par la substituabilité des lieux : en ville, la fermeture d'un bar-tabac disperse les habitués vers d'autres établissements ; à la campagne, elle supprime souvent le seul lieu de sociabilité existant.

Dans ces communes rurales, le bar-tabac n'est pas seulement un lieu de consommation. C'est un espace de reconnaissance sociale, un point de rencontre avec les voisins, un lieu où se construisent les appartenances locales¹⁸. Sa disparition transforme en profondeur les modes de sociabilité. Benoît Coquard a montré que la vitalité des cafés de village dépendait, de manière sous-jacente, des collectifs de travail qui faisaient que les habitants vivaient et travaillaient sur place, partageaient des conditions d'existence communes. Avec le déclin de l'emploi local couplé au renforcement des discours sur l'assistanat, le temps

16. Pour contrôler les caractéristiques socio-économiques et démographiques des communes, l'analyse mobilise les données de Julia Cagé et Thomas Piketty (2023), *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789–2022*, Paris, Le Seuil, qui rassemblent un ensemble de variables communales sur longue période.

17. Calculé par l'auteur à partir de la BPE. L'analyse porte sur 24 types d'équipements de sociabilité : restaurants, salles polyvalentes, bibliothèques, équipements sportifs et culturels, etc.

18. Nicolas Renahy, *Les gars du coin : Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, 2005.

passé au café – autrefois repos légitime du travailleur – devient suspect, marqué par le stigmate de l'oisiveté. Par ailleurs, d'un point de vue morphologique, le café n'est plus au cœur du village : l'expansion de l'habitat pavillonnaire à l'écart des centres-bourgs amène les habitants à moins se croiser devant les débits de boisson. Sur le temps long, la sociabilité se réorganise autour de réseaux d'amitié plus restreints : le « nous des gens du coin » cède la place au « déjà nous des proches » – un cercle plus fermé, aux attitudes plus défensives et concurrentielles. Les ruraux de classes populaires étudiés par Coquard disent avoir « fait le tri » entre, d'un côté, les personnes qui se fréquentent « chez les uns les autres », partagent l'apéritif et des opinions politiques convergentes, et, de l'autre, les « autres », souvent perçus comme concurrents potentiels pour l'accès aux ressources.

Les données confirment ce schéma et permettent d'en préciser les mécanismes. Premièrement, le tissu associatif joue un rôle modérateur : le coefficient d'interaction entre fermetures et densité associative indique que, toutes choses égales par ailleurs, l'effet des fermetures sur le vote RN diminue à mesure que la densité associative augmente. Les associations semblent ainsi offrir des espaces alternatifs de sociabilité qui amortissent les conséquences politiques de la disparition des commerces. Deuxièmement, cet amortisseur est fragile : les fermetures affaiblissent elles-mêmes le tissu associatif, principalement via une hausse des dissolutions plutôt qu'une baisse des créations. Troisièmement, ces deux dynamiques se renforcent : à mesure que le tissu associatif s'érode, il devient moins capable de compenser les effets politiques des fermetures, ce qui dessine une spirale négative où l'effritement social s'auto-entretient.

Cet effritement constitue un mécanisme distinct des effets de composition sociodémographique qui expliquent par ailleurs une part du vote RN rural¹⁹ – et c'est précisément cette distinction qui ouvre des possibilités d'intervention.

Une dynamique réversible : les effets des ouvertures

Une analyse symétrique examine l'effet des ouvertures de bars-tabacs²⁰. La figure 2 présente les ré-

sultats pour les élections législatives. L'absence de divergence avant l'ouverture (zone grisée) confirme la validité de l'identification : les communes traitées et non-traitées suivaient des trajectoires électoralles parallèles avant l'intervention.

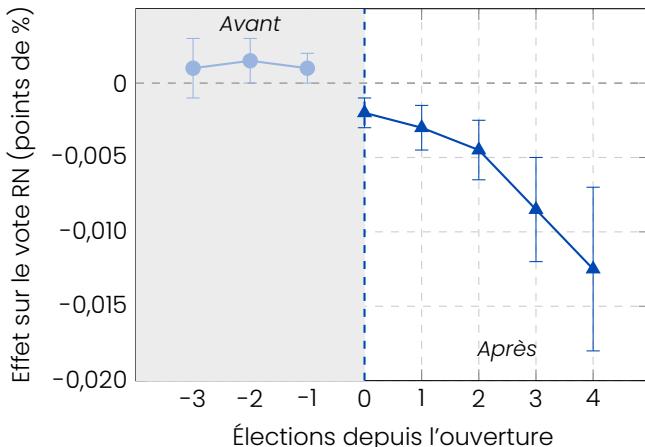


Figure 2
Effet des ouvertures de bars-tabacs sur le vote RN aux élections législatives

Les résultats révèlent un effet miroir des fermetures. À la première élection post-ouverture, l'effet est modeste : -0,20 point de pourcentage. Il s'amplifie ensuite régulièrement pour atteindre -1,25 point après 20 ans pour les législatives.

Ces résultats ouvrent un levier d'intervention concret. L'érosion du lien social n'est pas irréversible : des politiques publiques ciblées sur la préservation ou la re-création de lieux de sociabilité peuvent infléchir durablement les trajectoires électoralles. Cette observation prend une importance particulière dans les communes rurales qui perdent leurs derniers espaces de rencontre.

Comment le RN capte politiquement l'effritement social

Les fermetures de bars-tabacs ne se traduisent pas mécaniquement en votes RN. Pour qu'un phénomène social devienne un enjeu électoral, il faut qu'un parti lui donne un sens et que ce sens rencontre une expérience vécue. Le vote RN ne se réduit pas à un vote de classe ou à un rejet de l'immigration²¹ ; il exprime aussi un rapport au territoire que le RN a su politiser.

L'analyse de 2,19 millions d'interventions parlemen-

19. Voir Olivier Bouba-Olga, « Le vote RN en milieu rural », 2023; Vio-laine Girard, *Le Vote FN au village*, PUR, 2017.

20. Une expansion est définie comme le fait qu'une commune connaisse une première augmentation du stock de bars-tabacs, à partir de laquelle ce stock ne diminue jamais par la suite. La com-

mune est considérée traitée de façon absorbante à partir de cette première augmentation.

21. Nonna Mayer, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2010.

taires (2007–2024) permet d'observer comment le RN a construit un registre discursif distinct. Sans prétendre à une comparaison exhaustive des stratégies de tous les partis, les données montrent que le RN ne parle pas plus souvent des bars-tabacs que les autres partis : seulement 0,59 % de ses interventions mentionnent ces sujets, contre 1,68 % pour le groupe socialiste et 1,25 % pour la droite républicaine²². Mais quand il en parle, il utilise 2,7 fois plus de termes relevant du cadrage symbolique (« France oubliée », « abandon territorial », « lien social », etc.) que du registre technique (« fiscalité », « santé publique », etc.)²³. La figure 3 illustre cette divergence.

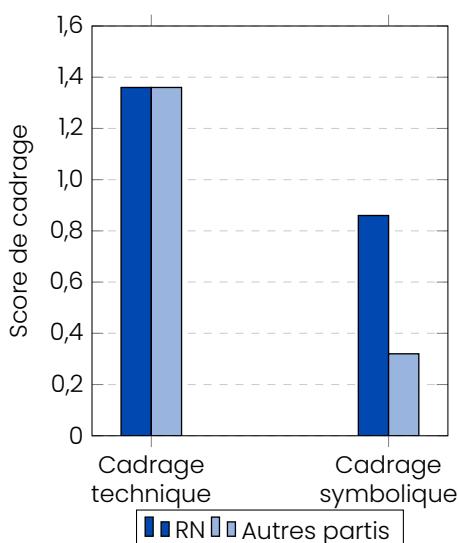


Figure 3
Cadrage parlementaire des enjeux liés aux bars-tabacs

Cette division du travail discursif explique en partie pourquoi les fermetures se traduisent en votes RN. Quand les partis de gouvernement évoquent les buralistes, ils le font dans un registre technique : fiscalité, réglementation, santé publique. Le RN, au contraire, relie ces questions à un récit de déclin territorial. Dans une proposition de résolution déposée le 23 juin 2025, les députés RN décrivent ainsi le bistrot comme « une scène de vie, un théâtre du quotidien où se tissent, jour après jour, les fils invisibles du lien social »²⁴ au point d'en demander l'inscription au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Dans un communiqué du 30 juin 2025, Julien Odoul insiste sur sa centralité dans les campagnes : « Dans nos campagnes, il est souvent

le dernier commerce, le dernier lieu de vie, le dernier rempart contre l'isolement »²⁵. Cette capacité à transformer une question technique en symbole d'abandon s'est construite progressivement : à partir de 2012, Marine Le Pen repositionne le parti autour des griefs territoriaux, en stabilisant un langage sur la « désertification » et la « France périphérique ». Les effets électoraux des fermetures sont d'ailleurs plus forts après cette date.

Ce cadrage rencontre un sentiment largement partagé. Plus d'un rural sur deux (51%) estime que le monde rural est « abandonné », et cette proportion atteint 64 % chez ceux qui n'ont pas accès aux services publics locaux²⁶. Ce sentiment – exprimé notamment par le mouvement des Gilets Jaunes²⁷ – n'est pas une illusion : quand le dernier commerce ferme ou quand le médecin part sans successeur, les habitants font l'expérience concrète du recul des services de proximité. Le bar-tabac incarne un mode de vie populaire et traditionnel. Sa disparition confirme le diagnostic de ceux qui votent RN : ce qui « nous » appartient n'a pas de valeur aux yeux de « ceux qui décident »²⁸.

Ce diagnostic pose la question des leviers d'action. Si l'effritement du lien social alimente le vote RN, et si le RN a su construire un récit cohérent autour de ce phénomène, quelles marges de manœuvre restent à l'action publique ?

Quelles implications pour l'action publique ?

Cette étude met en évidence un mécanisme nouveau ; elle n'a pas vocation à prescrire des solutions. Mais ses résultats appellent un changement de perspective : considérer le lien social non comme un sous-produit du développement économique, mais comme une infrastructure territoriale à part entière.

Les limites des approches existantes. Les politiques territoriales actuelles privilégient les infrastructures matérielles (routes, numérique) et les incitations économiques (exonérations fiscales). Or les évaluations disponibles montrent que les dispositifs d'exonérations territoriales (ZRR, ZFU) ont des effets faibles et incertains sur l'emploi et la création d'entreprises. Et comme le souligne le Conseil d'analyse économique,

25. Julien Odoul, [Communiqué \(30 juin 2025\)](#).

26. Enquête Ifop pour Familles Rurales, « Territoires ruraux : perceptions et réalités de vie », juin 2018.

27. Pierre C. Boyer, Thomas Delemotte, Germain Gauthier, Vincent Rollet et Benoît Schmutz, « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », *Revue économique*, vol. 71, n°1, 2020, p. 109-140.

28. Sur le vote RN comme expression d'un déclassement symbolique, voir Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires*, Seuil, 2024.

22. Analyse textuelle de 2,19 millions d'interventions parlementaires, 2007–2024. Recherche des termes : « FDJ », « PMU », « buraliste(s) », « bar-tabac », « tabac », « débit de boisson », etc.

23. Score de cadrage symbolique : termes issus de {France oubliée, territoire(s), village(s), abandon, lien social, disparition, France rurale, France périphérique, etc}. Score technique : {fiscalité, réglementation, santé publique, taxe, recettes, etc}.

24. [Proposition de résolution n°1613 \(23 juin 2025\)](#), exposé des motifs.

les coûts liés à la perte de lien social ne sont toujours pas intégrés aux analyses traditionnelles²⁹. L'enjeu serait de reconnaître le lien social comme une dimension du bien-être territorial — appelant un entretien délibéré, au même titre que d'autres infrastructures.

Des pistes à explorer. Sans prétendre à l'expertise en matière de politiques publiques, plusieurs pistes émergent de ces résultats. (i.) *Les Maisons France Services comme tiers-lieux*. Comme le suggère le CAE, ces structures pourraient devenir des lieux hybrides, accueillant non seulement des services administratifs mais aussi des fonctions de sociabilité : café associatif, espace de rencontre, hébergement d'associations. L'enjeu n'est pas seulement de rendre des services, mais de créer des occasions de rencontre. Le « tout numérique » ne saurait suffire : ce sont les interactions en face-à-face qui tissent le lien social. (ii.) *Le soutien au tissu associatif*. L'analyse montre que dans les communes où le nombre d'associations est élevé, les effets des fermetures sont significativement atténués. Soutenir les associations locales — par des subventions, la mise à disposition de locaux, un appui logistique — c'est aussi préserver l'infrastructure sociale. Mais cette compensation a ses limites : les fermetures réduisent elles-mêmes le nombre d'associations actives, créant une spirale qu'il faut interrompre tôt. (iii.) *La dimension symbolique*. Une recherche récente montre que le passage du Tour de France dans une commune réduit temporairement le vote RN³⁰. L'effet est modeste et transitoire, mais révélateur : quand un territoire reçoit de l'attention, quand ses habitants se sentent exister aux yeux du reste du pays, la dynamique du ressentiment s'atténue. La reconnaissance compte autant que les équipements matériels.

Une question de méthode. Au-delà des dispositifs, c'est peut-être la méthode qui doit évoluer. Les politiques territoriales les plus efficaces, selon l'OCDE, privilégient l'expérimentation locale : partir des acteurs du terrain, valoriser les ressources propres du territoire, adapter les solutions au contexte³¹. Le label « Bistrot de pays » illustre cette approche : il apporte un cadre et des ressources, tout en laissant aux acteurs locaux la liberté d'adapter l'initiative au contexte — condition clé puisque le lien social se construit dans des pratiques quotidiennes. Ces pistes restent à évaluer rigoureusement. Mais elles partagent un point commun : elles prennent au sérieux la texture de la vie quotidienne, pas seulement les indicateurs agrégés.

29. Algan, Malgouyres et Senik, « Territoires, bien-être et politiques publiques », Note du CAE n°55, janvier 2020.

30. Alrababah et al., « Cycling Through Elections : The Political Consequences of the Tour de France », document de travail, 2025.

31. Voir la synthèse dans la Note du CAE n°55, 2020.

Une dette de long terme. La temporalité des effets constitue un angle mort de l'action publique. Les fermetures des années 2000 pèsent encore sur les scrutins d'aujourd'hui; celles d'aujourd'hui ne produiront leur plein effet qu'à l'horizon 2035. Même en stoppant toutes les fermetures demain, cette « dette » sociale continuerait à se matérialiser pendant des années.

Intégrer les effets politiques de long terme. Une implication plus générale concerne l'évaluation des décisions d'allocation des services publics. Les calculs coûts-bénéfices qui président à la fermeture d'un bureau de poste, d'une gare ou d'un commerce ignorent les effets politiques de long terme. Or ces effets existent, ils sont mesurables, et ils se manifestent sur deux décennies. Intégrer cette dimension dans les arbitrages d'aménagement du territoire — reconnaître que la fermeture d'un service a un coût politique différencié — constituerait un changement de perspective significatif. Il ne s'agit pas de maintenir artificiellement des services non viables, mais de rendre explicite le prix politique du retrait de l'État.

Conclusion

La disparition des lieux de sociabilité a des conséquences politiques mesurables — et ces conséquences opèrent indépendamment des indicateurs économiques classiques. L'effritement du lien social constitue un mécanisme spécifique, avec des implications propres pour la vie démocratique locale. Ce constat éclaire les enjeux des prochaines élections municipales. Les choix électoraux ne se réduisent pas à des calculs d'intérêt ou à des préférences idéologiques : ils traduisent aussi l'état du tissu social. Quand les lieux de rencontre disparaissent, certains partis sont mieux équipés que d'autres pour proposer une interprétation cohérente de cette transformation. Les fermetures documentées ici ne sont pas la cause unique de la progression du Rassemblement National. Mais elles constituent une dimension importante et négligée de ce processus : l'effritement des conditions matérielles de la délibération. Quand il n'y a plus de lieu pour se parler, la politique devient un face-à-face entre l'individu isolé et les grands récits médiatiques — et dans ce face-à-face, les discours qui offrent des réponses simples ont un avantage structurel. Les résultats sur les ouvertures offrent cependant une perspective d'espérance : l'action publique peut inverser la dynamique. Des interventions ciblées visant à préserver ou recréer l'infrastructure sociale locale peuvent contribuer à réduire le vote d'extrême droite. L'effritement du lien social n'est pas une fatalité.

Données

L'analyse présentée dans cette note repose sur une source de données originale : le registre administratif des terminaux de jeux de la Française des Jeux (groupe FDJ). Cette entreprise privée est implantée dans près de 12 000 communes ; ces quelque 29 000 points de vente (le nombre exact évolue en permanence), tous indépendants, forment l'un des premiers réseaux commerciaux de France métropolitaine.

À titre de comparaison, le groupe La Poste comporte 12 000 points de présence postale en France, McDonald's compte environ 1 500 restaurants. Il n'y a guère que la boulangerie qui, avec ses 39 000 points de vente en 2022, rivalise avec le maillage du réseau de détaillants partenaires FDJ.

Ce registre présente plusieurs avantages pour l'analyse. D'abord, il couvre une période longue (2002–2024), permettant d'observer l'évolution des fermetures sur près de trente ans. Ensuite, il identifie précisément les dates d'activation et de désactivation de chaque terminal, ce qui permet de dater exactement les fermetures d'établissements. Enfin, il distingue les types d'établissements : bars-tabacs, cafés, restaurants d'un côté ; supérettes, supermarchés, points de presse de l'autre.

L'analyse se concentre donc sur les établissements de type « social » : bars-tabacs, cafés, restaurants qui abritent des terminaux FDJ. Sur les 81 774 établissements recensés dans le registre entre 2001 et 2022, une écrasante majorité sont de ce type. Ces établissements sont répartis dans environ 17 000 communes, offrant une couverture quasi-universelle du territoire français. La minorité restante correspond à des établissements de type « transactionnel » : supérettes, supermarchés, points de presse, stations-service. Ces établissements, où les clients entrent pour effectuer un achat puis ressortent rapidement, ne remplissent pas la même fonction de sociabilité et leur fermeture ne produit pas les mêmes effets électoraux, comme le confirme l'analyse comparative présentée plus loin.

Méthodologie

Pour estimer le lien entre la disparition des bars-tabacs et l'évolution du vote d'extrême droite, l'analyse exploite la variation temporelle et géographique des fermetures d'établissements. La stratégie repose sur l'estimateur FEct (Liu, Wang et Xu, 2024), conçu pour les contextes d'adoption échelonnée. Plutôt que

de comparer directement communes traitées et non-traitées, cette méthode construit pour chaque commune traitée un contre-factuel synthétique, à partir de sa trajectoire pré-traitement et d'une structure à facteurs latents qui capte les tendances non observées. Une commune est considérée comme « traitée » lorsqu'elle a perdu plus de 50 % de ses établissements initiaux. Des seuils alternatifs (25 %, 33 %, 75 %) produisent des effets proportionnels : plus la perte d'infrastructure sociale est importante, plus l'effet électoral est marqué.

L'examen des dynamiques pré-traitement montre que les communes traitées ne présentaient pas de divergence notable avant les fermetures. Pour les élections présidentielles, un léger pré-trend croissant est observable, mais son ampleur reste très faible au regard du saut post-traitement — il pourrait au maximum atténuer l'effet estimé, sans suffire à l'expliquer.

Il est peu probable que les fermetures soient pleinement exogènes : elles peuvent refléter des dynamiques locales corrélées au vote RN. Trois éléments atténuent cette limite. D'abord, les effets fixes communaux et temporels, combinés aux contrôles socio-économiques, absorbent une part importante de l'hétérogénéité. Ensuite, la structure à facteurs latents de FEct vise précisément à capturer des tendances spécifiques aux unités traitées. Enfin, le test placebo sur les boulangeries — établissements sans fonction sociale comparable — ne montre aucun effet, ce qui suggère que le canal purement économique ne suffit pas à expliquer les résultats.

Ces fermetures doivent donc être comprises moins comme une cause directe que comme un marqueur et un accélérateur de la désagrégation des réseaux sociaux locaux.

CEPREMAP

CENTRE POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

Le CEPREMAP est né en 1967 de la fusion de deux centres, le CEPREL et le CERMAP, pour éclairer la planification française grâce à la recherche économique.

Le CEPREMAP est, depuis le 1er janvier 2005, le CEntre Pour la Recherche EconoMique et ses APplications. Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche. La mission prévue dans ses statuts est d'assurer une interface entre le monde académique et les administrations économiques.

Il est à la fois une agence de valorisation de la recherche économique auprès des décideurs, et une agence de financement de projets dont les enjeux pour la décision publique sont reconnus comme prioritaires.

<http://www.cepremap.fr>

Observatoire du Bien-être

L'Observatoire du bien-être au CEPREMAP soutient la recherche sur le bien-être en France et dans le monde. Il réunit des chercheurs de différentes institutions appliquant des méthodes quantitatives rigoureuses et des techniques novatrices. Les chercheurs affiliés à l'Observatoire travaillent notamment sur la relation entre revenus, éducation, santé et bien-être, et l'évolution du bien-être au cours de la vie. Un rôle important de l'Observatoire est de développer notre compréhension du bien-être en France : son évolution au fil du temps, sa relation avec le cycle économique et politique, les écarts entre différents groupes de population ou régions, et enfin la relation entre politiques publiques et bien-être.

<http://www.cepremap.fr/observatoire-bien-etre>

<https://social.sciences.re/@ObsBienEtre>

Directrice de publication

Claudia Senik

Responsable éditorial

Mathieu Perona

Observatoire du Bien-être du Cepremap

48 Boulevard Jourdan

75014 Paris – France

Collection Notes de l'Observatoire du Bien-être, ISSN 2646-2834